

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 17/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HOLDING SOPREMA

14 rue de Saint-Nazaire
—
67100 Strasbourg

Références : 2024-398
Code AIOT : 0100027347

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2024 dans l'établissement HOLDING SOPREMA implanté 94 route de seurre 21200 BEAUNE. L'inspection a été annoncée le 06/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection réalisée sur le site en construction de l'usine SOPREMA vise à contrôler l'application des prescriptions relatives à la gestion des terres polluées présentes sur place prises dans l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 1er mai 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOLDING SOPREMA

- 94 route de seurre 21200 BEAUNE
- Code AIOT : 0100027347
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site SOPREMA de Beaune va accueillir une installation produisant de la ouate de cellulose à partir de déchets de papiers, de cartons, et de glassine. L'installation est enregistrée au titre des rubriques 2445 (transformation de papier, carton) et 2714 (tri, regroupement, etc. de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées par l'arrêté préfectoral du 1er mai 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a constaté que les prescriptions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral n° 754 du 1er mai 2024 étaient insuffisamment précises au vu des éléments du plan de gestion du 3/07/2023 (cf. point de constat n°2). Par conséquent, dans le but de garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et afin d'encadrer les mesures de gestion et plus particulièrement ses objectifs tels que rappelés dans le constat n°2, l'inspection propose en application de l'article L 512-7-5 et R. 512-46-22 du code de l'environnement un projet d'arrêté complémentaire.

Ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire vient rappeler l'objectif retenu par l'exploitant dans le cadre du plan de gestion pour la gestion des terres polluées qui est de «limiter les infiltrations d'eaux de pluie, la migration latérale et en profondeur des polluants dans les eaux souterraines.», prescrire le délai pour transmettre sa proposition de gestion ainsi que le délai pour mettre en œuvre cette mesure afin de garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et L211-1 du Code de l'environnement. Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire vient également encadrer le traitement des déchets plastiques mis au jour lors des opérations de terrassement et dont la gestion n'est pas encadrée par le plan de gestion.

Enfin, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire intègre le plan de surveillance proposé par l'exploitant dans le cadre du suivi des eaux souterraines à mettre en place suite au déplacement des terres polluées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôles analytiques en bords et fond de fouilles	Arrêté Préfectoral du 01/05/2024, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Application de l'AM du 2/02/1998	Arrêté Préfectoral du 01/05/2024, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Gestions des pollutions	Arrêté Préfectoral du 01/05/2024, article 1.3.1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Zones d'encapsulation	Arrêté Préfectoral du 01/05/2024, article 2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le principal constat est que l'encapsulation des terres polluées, telle qu'elle a été réalisée, ne répond pas aux objectifs fixés dans le dossier d'enregistrement déposé par l'exploitant. L'inspection a par ailleurs observé de nombreux déchets à la surface des zones de confinement. Ceux-ci n'avaient pas été détectés au moment des diagnostics initiaux.

Les moyens de surveillance des eaux souterraines sont en place et les premières campagnes d'analyses ont été réalisées et ne montrent pas d'anomalies. Les ouvrages piézométriques doivent être cependant repérés par rapport au nivellement général de la France (NGF) et être enregistrés au BRGM.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôles analytiques en bords et fond de fouilles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/05/2024, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour la protection des eaux souterraines, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées/renforcées par les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Contrôles analytiques en bords et fond de fouilles et contrôles topographiques permettant une traçabilité des travaux engagés et de vérifier que les concentrations résiduelles correspondent aux valeurs de gestion définies au Plan de Gestion des pollutions
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le 29/08/2024 les fiches de suivi de chantier 1 à 3 qui détaillent les opérations effectuées sur la zone impactée par la pollution des sols. Ces fiches synthétisent les opérations d'excavation des terres impactées et les opérations de prélèvement effectuées en fond et en bord de fouille. Elles contiennent les rapports d'analyses des prélèvements de terres réalisés dans la zone impactée.</p> <p>La fiche n°1 décrit les activités réalisées jusqu'au 23 juillet 2024. La maille 3 a été excavée. 6 prélèvements en bord de fouille et 2 prélèvements en fond de fouille ont été réalisés. Les analyses montrent des résultats sans impact pour les paramètres HCT C10-C40 / COHV / HAP et inférieurs aux valeurs de gestion pour les métaux lourds. Le rapport mentionne un affleurement de déchets et une couche rouge non naturelle découverts lors des fouilles en interface avec la maille 5, excavée ultérieurement.</p> <p>La fiche n°2 décrit les activités réalisées jusqu'au 29 juillet 2024. Les mailles 1, 2, 5 et 6 ont été excavées. 9 prélèvements en bord de fouille et 4 prélèvements en fond de fouille ont été réalisés. Les</p>

analyses montrent des résultats non conformes par rapport aux valeurs limites de gestion pour les bords de fouilles des mailles 1 et 5. Le rapport mentionne par ailleurs des affleurements de déchets en bords de fouille **des mailles 1 et 5**. En conséquence, l'exploitant a conclu entre autres que des extensions horizontales des mailles 1 et 5 doivent être traitées.

La fiche n°3 décrit les activités réalisées jusqu'au 22 août 2024. Les extensions horizontales des mailles 1 et 5 ont été excavées. 4 prélèvements en bord de fouille et 2 prélèvements en fond de fouille ont été réalisés. Les analyses montrent des résultats sans impact pour les paramètres HCT C10-C40 / COHV / HAP et inférieurs aux valeurs de gestion pour les métaux lourds.

Concernant les déchets observés, l'exploitant a indiqué dans la note synthétique version 3 du 12/09/2024 que : « Les déchets ont été excavés. Quelques déchets ont été triés manuellement, mais il reste probablement quelques déchets. Aucune préconisation spécifique n'a été émise sur ce point au vu des quantités. Ils ont été déposés sur zone tampon, puis mise dans une zone de confinement. »

L'exploitant a fourni le 12/09/2024 une vue aérienne du remblaiement des 2 zones "d'encapsulation" avec la répartition des terres impactées en fonction de la filière de traitement de déchet à laquelle elles correspondent (blocs « maille/filière » ISDI, ISDI+ et ISDND).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant détaillera de quelles mailles/filières en provenance de la zone impactée, les terres contenant les déchets détectés ont été excavés, en s'appuyant sur l'enregistrement réalisé par le système de guidage 3D de son prestataire ayant réalisé les travaux et lui permettant d'assurer la gestion des différentes interfaces entre les mailles, sans risque de mélange, tel que mentionné dans le « Plan Gestion Pollution - Construction d'une usine de production de Ouate de Cellulose » de l'entreprise Guinot TP dans sa version transmise à l'inspection des installations classées le 29/08/2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Zones d'encapsulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/05/2024, article 2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués

Prescription contrôlée :

Pour la protection des eaux souterraines, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées/renforcées par les dispositions suivantes :

1. Mise en place d'un grillage avertisseur en partie basse
2. Mise en place d'un grillage avertisseur en partie haute du confinement
3. Remblaiement contre-voile et remblaiement par 40 cm de terre végétale au-dessus du confinement
4. Remblaiement de la zone terrassée de par la présence de déblais pollués avec des galets roulés 30 cm au-dessus du niveau des eaux puis de matériaux inertes

Constats :

Le jour de l'inspection, le 11/09/2024, la zone impactée avait été complètement excavée, comme détaillé dans les fiches de suivi de chantier, et entièrement remblayée et terrassée avec des terres "propres" empruntées sur le site.

L'inspection a constaté lors de la visite sur site la présence de nombreux déchets plastiques mélangés aux terres terrassées, au droit des zones de confinement.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a expliqué que les terres impactées ont été disposées par bloc « maille/filière » en fond de zone de confinement, après pose d'un grillage avertisseur en partie basse.

La découverte de ce nouvel état de fait interroge sur les dispositions prises dans le cadre de la gestion des terres polluées du site et rend **la prescription inadaptée**.

Par ailleurs, la fiche de suivi de chantier n°2 transmise le 29/08/2024 montre la pose de grillages avertisseurs sur la zone d'encapsulation n°1.

L'exploitant a expliqué que le remblaiement de la maille 3 avec des galets roulés 30 cm au-dessus du niveau des eaux n'était pas nécessaire, étant donné que le prélèvement en fond de fouille a donné des résultats inférieurs aux valeurs de gestion avant que la zone saturée en eau ne soit atteinte par l'excavation. Le but des galets roulés était de ne pas mettre les terres remblayées directement en contact avec la nappe.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Application de l'AM du 2/02/1998

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/05/2024, article 2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 65 bis « Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution » de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 sont appliquées par l'exploitant.

Article 65-bis du 2 février 1998 :

Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution.

Les installations présentant une pollution des eaux souterraines du fait de leur activité respectent, sans préjudice des obligations encadrant les ouvrages de surveillance au titre de la loi sur l'eau (en particulier les articles L. 241-1 à L. 214-6 du code de l'environnement) et sans préjudice des obligations de gestion de cette pollution, les dispositions suivantes :

1° La mise en place de la surveillance des eaux souterraines s'appuyant sur une étude hydrogéologique préalable, ou sur la mise à jour d'une étude antérieure, considérant le contexte propre au site (état naturel et les éventuels aménagements du site ayant une incidence sur le contexte hydrogéologique), les substances pertinentes à surveiller (substances fabriquées, utilisées, stockées, etc.) compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier.

2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier :

- le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ;

- les protocoles d'échantillonnage (prélèvements et mesures) et d'analyses, les paramètres pertinents à mesurer ainsi que les critères retenus pour l'identification d'un impact, ces critères pouvant s'appuyer sur les résultats d'un ouvrage implanté en amont hydraulique ou hors zone d'influence de l'installation ;

- la fréquence de surveillance : au moins deux fois par an, si possible dans des configurations hydrogéologiques contrastées.

3° Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones sources pour ne pas risquer la dispersion de la pollution et limiter le risque de pollutions croisées. Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu. Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus. L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères.

Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution.

Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM.

4° Les prélèvements (incluant, le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur pour la gestion des sites et sols pollués, en particulier pour le prélèvement et l'analyse des échantillons d'eau

La mesure de l'altitude du niveau piézométrique (ou niveau de la nappe) est réalisée à chaque campagne afin d'identifier l'amont et l'aval hydraulique.

Les eaux générées par la surveillance (purge, prélèvement, lavage, rinçage du matériel, etc.) sont, selon les contextes et possibilités techniques liés au site : rejetées au réseau d'assainissement (eaux usées ou eaux pluviales avec une convention de rejet établie avec l'exploitant du réseau), rejetées dans une station de traitement présente sur site, éliminées en centres agréés, ou rejetées dans le milieu naturel (avec, si nécessaire, une autorisation au titre de la loi sur l'eau).

5° Lorsqu'une surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution est en place, un bilan

quadriennal est réalisé conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Ce bilan récapitule l'ensemble des résultats collectés depuis la mise en place de la surveillance et en analyse la dynamique.

L'étude hydrogéologique est alors réexaminée et, si nécessaire, révisée en vue de vérifier les éventuelles évolutions du contexte et des enjeux. Les résultats collectés et la révision de l'étude hydrogéologique peuvent conduire à modifier le plan de surveillance, en l'allégeant, voire en l'arrêtant, ou en le renforçant suivant la nature des évolutions constatées. Tout arrêt ou modification est conditionnée à un avis de l'inspection des installations classées.

Si un ouvrage n'est plus jugé pertinent dans le cadre de la surveillance de l'installation, il est comblé il est comblé par des techniques appropriées, conformément aux méthodes normalisées en vigueur, permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution. Le rapport de travaux de comblement est communiqué au préfet.

L'exploitant assure la traçabilité et la pérennité de la conservation des données dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines.

Constats :

L'exploitant a transmis le 30/09/2024 un plan de surveillance des eaux souterraines. Ce document s'appuie sur des données de forages existants et sur les données disponibles sur les portails nationaux (Info Terre, BDLISA, BRGM, etc.).

Le plan de surveillance des eaux souterraines précise le nombre (1 amont et 2 avals par zone de confinement, soient 6 ouvrages), le lieu et les caractéristiques des ouvrages, ainsi que les paramètres à mesurer.

Les protocoles d'échantillonnage (prélèvements et mesures) et d'analyses ont été détaillés dans les « fiches échantillonnage eaux souterraines » insérées dans les 2 premières notes de synthèse des campagnes des eaux souterraines (juillet et août), transmises le 29/08/2024.

Les prélèvements ont été effectués selon la norme NF X 31-615 de décembre 2000. Les analyses ont été réalisées par un laboratoire agréé par le ministère de l'Environnement.

Les eaux d'exhaure ont été filtrées par charbon actif.

La mesure de l'altitude du niveau piézométrique a été réalisée pour chacun des ouvrages piézométriques pour les 2 campagnes.

Non conformité :

Le jour de la visite, l'inspection a constaté l'absence du repère de nivellement sur les têtes d'ouvrage des piézomètres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira les coupes techniques et géologiques des ouvrages piézométriques.

Dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines, il précisera quels sont les critères retenus

pour l'identification d'un impact (dépassement d'une ou plusieurs valeurs limites, dérive de plusieurs paramètres ?).

Par ailleurs, étant donné la présence des piézomètres en limite de propriété, l'exploitant détaillera les actions prévues en cas d'identification d'impact afin de contenir la pollution sur son site.

Contrairement à ce qui est indiqué à la page 26 de la note de synthèse du plan de surveillance n°22063-4 du 30 septembre 2024, l'exploitant réalisera 6 campagnes (et non 5) en plus de la campagne initiale, comme précisé dans l'arrêté préfectoral du 1er mai 2024 susvisé.

Conformément au dernier alinéa du 3° de l'article 65 bis de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 l'exploitant fera inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM et communiquera les numéros BSS à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Gestions des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/05/2024, article 1.3.1

Thème(s) : Autre, Conformité au dossier d'enregistrement

Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 31 juillet 2023 et complété les 21 novembre 2023 et 5 décembre 2023.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

Constats :

Le plan de gestion des pollutions référence GE : 22063-3 - Version n° 2 du 3 juillet 2023 transmis avec le dossier d'enregistrement présente deux scénarios de gestion :

- Encapsulation d'une partie matériaux en gestion ;
- Evacuation hors site de l'ensemble des matériaux.

Dans la notice d'incidence environnementale référence n° A09D2303 de juillet 2023, jointe au dossier d'enregistrement, le pétitionnaire mentionne entre autres que "afin de répondre à ces enjeux, un plan de gestion des terres polluées (annexe 2.4) a été réalisé. Celui-ci conduira à un encapsulage des terres ne respectant pas les seuils sanitaires ou de pollution."

Le plan de gestion susvisé explique le principe retenu pour la gestion des terres polluées : §3.2.1.

Scénario n°1 : Encapsulation sur site d'une partie des matériaux en gestion. « **Le procédé d'encapsulation consiste à enfermer physiquement sur site les sols par un dispositif de parois et couverture.**

Trois étapes doivent pour ce fait être suivie :

- Isoler les contaminants de façon à prévenir d'une manière pérenne leur propagation ;

- Contrôler, c'est-à-dire s'assurer du maintien des mesures mises en place ;
- Suivre, c'est-à-dire s'assurer de l'efficacité de ces mesures ;

L'encapsulation sur site consiste à confiner totalement les sols pollués dans une alvéole afin de limiter les infiltrations d'eaux de pluie, la migration latérale et en profondeur des polluants dans les eaux souterraines. ».

L'inspection constate qu'un recouvrement avec uniquement une couche de 40 cm de terre végétale sur les zones d'encapsulation n° 1 et n° 2 ne permettra pas de limiter les infiltrations d'eaux de pluie, la migration latérale et en profondeur des polluants dans les eaux souterraines.

Non conformité :

Du fait que les mesures mises en place ne permettent pas de limiter les infiltrations d'eaux de pluie, la migration latérale et en profondeur des polluants dans les eaux souterraines, les mesures mises en place par l'exploitant ne permettent pas d'atteindre les objectifs des mesures prévues par le plan de gestion joint au dossier d'enregistrement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra en place un recouvrement des terres polluées, permettant de répondre aux objectifs de son plan de gestion joint à son dossier d'enregistrement et présentant une perméabilité inférieure ou égale à 10-9 m/sec.

L'exploitant se référera par exemple aux recommandations du portail national « SelecDEPOL » (<https://selecdepol.fr/>), cité comme source dans son plan de gestion, qui précise notamment que le recouvrement des alvéoles doit être de type multicouche imperméable, ce qui correspond à une perméabilité inférieure ou égale à 10-9 m/sec, avec les couches suivantes (solutions "Encapsulation sur site" et "Confinement par couverture et étanchéification") :

- couche de surface,
- couche de protection,
- géotextile,
- matériaux granulaires (drainage des eaux),
- argile,
- sols pollués.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois